

Rapport sur le projet de planification de la défense du COIC

Laurent Borzillo, Philippe Dumas, Maxandre Fortier, Hannah Hollander,
Bibi Imre-Millei, Justin Massie, Marco Munier, Heni Pupco, et Camille Raymond.

Le Réseau d'analyse stratégique (RAS) a été chargé par le Commandement des opérations interarmées du Canada (COIC) de réaliser une étude comparative sur la planification de la défense. Trois séries de questions guident ce rapport : 1) Qu'est-ce que l'approche régionale, mondiale et fondée sur la menace pour la planification opérationnelle et stratégique ? Quels sont les avantages et les inconvénients de chacune d'entre elles au XXI^e siècle ? 2) Qui utilise chacune de ces approches aujourd'hui et pourquoi les a-t-on adoptées ? Que pensent les adeptes de l'approche globale et de l'approche fondée sur les menaces des cadres alternatifs ? 3) Quelles leçons peut-on tirer pour le Canada ? Le rapport est divisé en trois parties. La première section présente les principales approches de la planification des forces, leurs points forts et leurs points faibles respectifs, et les illustre par l'évolution de la planification des forces aux États-Unis. La deuxième section examine la planification actuelle de la défense de sept alliés et partenaires : l'Australie, la France, Israël, l'Italie, la Norvège, la Suède et le Royaume-Uni. La dernière section présente quelques considérations politiques pour le Canada.

L'évolution de la planification des forces aux États-Unis

La planification de la défense est le processus de planification délibéré des forces nécessaires, des postures et des capacités des forces d'un État. Elle englobe la planification stratégique – le développement de stratégies et de politiques nationales – et la planification programmatique – l'allocation des ressources pour atteindre les objectifs souhaités¹. Il existe deux approches principales de la planification de la défense : la planification basée sur la menace (PBM) et la planification basée sur les capacités (PBC).

La planification fondée sur les menaces implique l'identification des adversaires potentiels et une évaluation de leurs capacités actuelles et futures². La planification des forces dans le cadre de la PBM vise à développer des capacités spécifiques pour vaincre celles des ennemis identifiés et exploiter leurs vulnérabilités. La PBM se concentre sur une seule ou un petit nombre de menaces spécifiques et identifiables, qu'elles soient régionales ou mondiales. Cette approche nécessite des menaces clairement reconnues. La planification basée sur les menaces s'attache à développer des capacités appropriées pour répondre aux éventualités associées à ces menaces, sur la base de l'identification de scénarios très spécifiques de planification des forces³. La PBM était l'approche dominante de la planification de la défense chez les alliés occidentaux pendant la guerre froide, lorsque l'Union soviétique représentait une menace clairement identifiable.

L'un des principaux avantages de la PBM est la possibilité de relier la stratégie, les acquisitions et les concepts opérationnels afin d'exploiter les faiblesses spécifiques des ennemis. Cependant, la principale critique de cette approche est que « parce qu'elle se concentre sur un adversaire spécifique, il y a un danger de développer des types spécifiques de capacités qui seraient mal adaptées contre d'autres adversaires potentiels ou environnements opérationnels »⁴. La planification basée sur la menace est donc considérée comme inflexible et risquée, car elle se concentre sur des scénarios précis tout en supprimant d'importantes incertitudes⁵. En effet, la PBM dépend d'une menace claire, représentée par très peu de scénarios ponctuels, caractérisée par une fixation sur des ennemis particuliers et des hypothèses sur les guerres futures⁶.

La fin de la guerre froide a conduit les pays occidentaux à s'éloigner de la PBM. La planification basée sur les capacités a été introduite comme une alternative pour aider à identifier les capacités de défense nécessaires pour atteindre les objectifs stratégiques des gouvernements dans un envi-

ronnement aux menaces volatiles. La planification des forces dans le cadre de la PBC vise à développer des capacités génériques pour accomplir les opérations futures attendues plutôt que pour vaincre des adversaires concrets⁷. Contrairement à la PBM, la PBC se concentre sur les objectifs stratégiques plutôt que sur des scénarios ponctuels. Il s'agit d'une « approche systématique du développement des forces qui vise à donner des conseils sur les options de forces les plus appropriées pour répondre aux priorités du gouvernement. Les options de forces développées doivent répondre aux objectifs stratégiques, minimiser les coûts et les risques et respecter toute autre contrainte »⁸. Il s'agit d'un cadre de gestion des risques qui fournit une base rationnelle pour le développement des forces dans un contexte d'incertitude et de contraintes budgétaires.

La PBC est particulièrement appropriée lorsque les menaces sont incertaines et multifformes, et que les budgets de défense sont serrés. Le résultat de la PBC « n'est pas un système d'armes concret ni des niveaux d'effectifs, mais une description des tâches que les unités de la structure de forces devraient être en mesure d'accomplir, exprimée en termes de capacités. Une fois l'inventaire des capacités défini, on peut en tirer les options d'unités de forces physiques les plus rentables et les plus efficaces pour mettre en œuvre ces capacités »⁹. En outre, la PBC permet de surmonter le cloisonnement traditionnel entre deux services en exigeant l'identification de grands objectifs de défense, de concepts interarmées et de capacités rentables et efficaces. Un inconvénient de cette approche est la difficulté de convaincre le public des dépenses de défense en raison de l'ambiguïté et de l'incertitude de l'environnement géostratégique¹⁰. La PBC peut également devenir coûteuse lorsqu'il s'agit de planifier des forces polyvalentes capables d'opérer sur tout le spectre des conflits face à une multitude de menaces dynamiques.

Au début de la guerre froide, la planification de la défense américaine identifiait l'Union soviétique comme la principale menace et utilisait des scénarios bien spécifiques pour évaluer les besoins en termes de forces¹¹. Par exemple, l'administration Kennedy avait adopté un concept de planification des forces de « deux guerres et demie ». Selon ce concept, l'armée américaine devait être en mesure de mener simultanément deux grandes guerres régionales (en Europe et en Asie) et une « 1/2 guerre » dans l'hémisphère occidental¹². Après la fin de la guerre froide, l'administration de George H. W. Bush a fait passer la planification des forces de la PBM à la PBC. Elle a établi un objectif de capacité basé sur l'aptitude à réussir dans de multiples combinaisons de situations imprévues simultanées, telles qu'une invasion du Koweït et de l'Arabie saoudite par l'Irak, une invasion de la Corée du Sud par la Corée du Nord, une attaque de la Russie et de la Biélorussie contre les pays baltes et la Pologne, un coup d'État aux Philippines, etc. Sous l'administration Clinton, le passage de la PBM à la PBC s'est poursuivi, mais s'est heurté à une résistance, notamment de la part du secrétaire à la Défense Les Aspin. Il s'est opposé à la PBC au motif que la PBM était nécessaire pour convaincre le Congrès et le public américain des dépenses de défense requises¹³. Néanmoins, le Quadrennial Defence Review (QDR) de 1997 a considéré un total de 45 scénarios, y compris une analyse des besoins en forces pour deux guerres majeures quasi simultanées, un scénario catastrophe impliquant l'agression d'une grande puissance régionale non identifiée, ainsi que des engagements militaires à petite échelle dans le cadre d'opérations de paix, d'assistance humanitaire et de secours en cas de catastrophe¹⁴.

L'administration de George W. Bush a officiellement adopté une PBC dans le QDR de 2001, ce qui a conduit l'OTAN et le Groupe des cinq à adopter la même approche pour la planification de leur défense¹⁵. Avec ce QDR, les États-Unis ont adopté une norme ambitieuse de « deux guerres plus », l'armée étant formée pour défendre simultanément les États-Unis, dissuader une agression

dans quatre régions critiques, vaincre une agression dans des conflits majeurs se chevauchant, et mener un nombre limité d'opérations de contingence de moindre envergure ailleurs¹⁶. Sous l'administration Obama, le QDR de 2010 a maintenu la priorité accordée à un large éventail de menaces, mais a réduit le niveau d'ambition des États-Unis à une planification des forces en vue d'une seule guerre. Quelque 11 scénarios ont été envisagés, « dont des opérations de stabilité en Irak et en Afghanistan, l'effondrement du régime en Corée du Nord, un conflit majeur avec la Chine au sujet de Taïwan, la coercition russe envers les États baltes, la possibilité de l'Iran doté de l'arme nucléaire, la perte de contrôle des armes nucléaires au Pakistan, ainsi que la défense du territoire et les cyberattaques contre les États-Unis »¹⁷.

La Stratégie de sécurité nationale 2017 de l'administration Trump reste attachée à la grande stratégie américaine de longue date à trois théâtres visant à préserver la stabilité en Europe, au Moyen-Orient et dans l'Indo-Pacifique. Mais elle met davantage l'accent sur deux grandes puissances « révisionnistes », la Chine et la Russie, tout en reconnaissant la menace posée par deux puissances régionales, l'Iran et la Corée du Nord, ainsi que la menace asymétrique des groupes terroristes djihadistes¹⁸. Plus important encore, la Stratégie de défense nationale (SDN) de 2018 a abandonné la construction de planification des forces visant à gagner deux guerres régionales simultanément, se concentrant plutôt sur la défaite d'un seul adversaire proche dans une guerre globale¹⁹. Cela signifie que l'armée américaine s'oriente vers une victoire contre la Chine ou la Russie (pas les deux) dans une guerre de haute intensité plutôt que de vaincre une combinaison de puissances régionales comme l'Iran et la Corée du Nord. Cela pourrait nécessiter de « repenser fondamentalement [la] façon dont les forces américaines projeteront leur puissance dans des environnements contestés, opéreront sans zones arrières sécurisées, feront face à des attaques sur leurs lignes d'approvisionnement et leurs infrastructures de communication, et empêcheront un adversaire numériquement supérieur d'assiéger des alliés et partenaires exposés avant que l'Amérique ne puisse organiser une réponse efficace »²⁰.

Tout en maintenant une PBC, la SDN de 2018 démontre une préoccupation croissante pour des menaces spécifiques, à savoir une guerre mondiale contre la Chine ou la Russie. Une telle hiérarchisation des menaces pourrait amener les alliés et partenaires des États-Unis à revenir à une PBM. Jusqu'à présent, cependant, l'OTAN continue de s'appuyer sur une approche fondée sur les capacités, mais la réflexion récente est de plus en plus axée sur les menaces²¹. Certains affirment qu'un changement d'approche est à prévoir pour faire face à l'environnement de sécurité actuel, en encourageant l'OTAN à redécouvrir le principe selon lequel les alliés doivent se concentrer sur les tâches pour lesquelles ils sont les plus adaptés géographiquement²².

En résumé, le passage à un concept de planification des forces centré sur les grandes puissances a des implications considérables pour les alliés et partenaires des États-Unis. Ils pourraient subir des pressions de la part de Washington pour adapter leurs concepts de forces, augmenter et moderniser leurs capacités de défense, notamment en ce qui concerne les capacités d'anti-accès et d'interdiction de zone (A2AD), les moyens d'action essentiels tels que le transport aérien et maritime, ainsi que les systèmes d'armes perturbateurs et détériorant. La pression en faveur d'une augmentation des dépenses de défense et d'un plus grand partage des charges peut également se heurter à une résistance nationale, étant donné les différences d'évaluation des menaces entre les alliés et les partenaires. Les sections suivantes examinent l'état actuel de la planification de la défense dans certains pays alliés et partenaires.

Australie

L'Australie entreprend une refonte majeure de sa politique de défense. Ce processus a été mené à travers la publication conjointe de la Mise à jour stratégique de la défense 2020 et du Plan de structure des forces 2020, qui se sont appuyés sur le livre blanc de 2016²³. L'examen de ces documents montre que l'Australie reste attachée à la planification fondée sur les capacités, mais qu'elle a donné la priorité à la périphérie du pays en raison des préoccupations croissantes concernant la Chine, bien que ce pays ne soit jamais mentionné comme une menace.

La Mise à jour de 2020 observe une détérioration générale de l'environnement stratégique de l'Australie. Cela inclut la compétition stratégique entre les États-Unis et la Chine dans la région indo-pacifique, ainsi que « la recherche active par la Chine d'une plus grande influence » par le biais d'activités coercitives et de zone grise, alimentée par des cybercapacités croissantes, des technologies perturbatrices et une modernisation militaire accélérée²⁴. En conséquence, les Forces armées australiennes (FAA) anticipent une perspective accrue de guerre de haute intensité dans leur région, dans laquelle elles pourraient être entraînées. Il s'agit d'un changement radical par rapport au livre blanc de 2016, qui affirme qu'« il n'y a pas plus qu'une chance infime d'une attaque militaire sur le territoire australien par un autre pays »²⁵.

La Mise à jour de 2020 réduit les principaux intérêts stratégiques de l'Australie pour « se concentrer sur la région immédiate de l'Australie : du nord-est de l'océan Indien à la Papouasie-Nouvelle-Guinée et au Pacifique Sud-Ouest, en passant par l'Asie du Sud-Est maritime et continentale »²⁶. Elle fixe également de nouveaux objectifs stratégiques : façonner l'environnement de l'Australie, dissuader les actions contre les intérêts de l'Australie et répondre par une force militaire crédible. La Mise à jour indique clairement que, même si les FAA doivent rester prêtes à intervenir au niveau mondial, par exemple en prenant part à une coalition dirigée par les États-Unis, cela ne doit pas être considéré comme aussi important pour la structure des forces que le fait de garantir des capacités crédibles dans sa région immédiate. Par conséquent, l'implication de l'Australie au Moyen-Orient est appelée à rester limitée.

La Mise à jour de 2020 précise la nécessité de disposer de nouvelles capacités, telles que les cyberarmes, les capacités A2AD et de frappe à longue portée, afin de répondre aux menaces de la zone grise et de mettre en échec les forces et les infrastructures adverses plus éloignées de l'Australie. Cela entraîne un changement fondamental dans le dispositif de forces de l'Australie, qui passe d'une posture défensive à une posture plus offensive. En d'autres termes, l'Australie s'oriente vers une dissuasion par la punition en plus de la dissuasion traditionnelle par interdiction²⁷. Le raisonnement qui sous-tend un tel changement est qu'une force purement défensive est insuffisante pour dissuader les attaques contre l'Australie.

Le Plan de structure des forces de 2020 de l'Australie souligne la nécessité de disposer de capacités habilitantes essentielles et d'une intégration dans tous les domaines²⁸. La Mise à jour de 2020 précise que le nouveau programme de frégates se concentrera sur la lutte anti-sous-marine plutôt que sur la multifonctionnalité générale. Elle identifie en outre les capacités clés nécessaires pour faire face à un environnement immédiat difficile, comme les mines sous-marines dotées de capacités intelligentes, les véhicules sans pilote en surface et sous la surface, et une nouvelle classe de sous-marins. Les capacités amphibies sont également appelées à être renforcées, vraisemblablement pour intervenir dans les archipels au nord de l'Australie. Dans le domaine aérien, l'accent est mis sur les capacités de frappe à grande vitesse et à longue portée²⁹. Dans le domaine spatial, des investis-

sements sont prévus pour assurer un accès autonome à l'espace, un changement paradigmatique pour l'Australie. Enfin, dans le domaine cyber, la Stratégie de cybersécurité 2020 prévoit des investissements dans les infrastructures matérielles et logicielles, une collaboration accrue avec le secteur privé, et la possibilité de mener des opérations dans les domaines du cyber, de l'électronique et de l'information, tant sur le plan défensif qu'offensif³⁰.

France

Les deux derniers livres blancs français sur la défense et la sécurité nationale (2008, 2013) ont utilisé une PBC. Bien que ce soit toujours le cas, les nouveaux documents stratégiques publiés par les autorités françaises depuis 2017 démontrent des changements significatifs en termes de budget, de menaces et de constitution des forces³¹. Cela s'illustre par une augmentation significative du budget de la défense, de la taille des forces armées, et une désignation de plus en plus explicite des adversaires actuels et potentiels.

Le risque d'un conflit de haute intensité et de nature symétrique est désormais clairement perçu comme une menace sérieuse et possible pour la période post-2030. Il s'agit d'une conséquence de l'utilisation de la politique de puissance par certains États. Ces États utilisent désormais ouvertement des stratégies hybrides et multiformes, conduisant à des agressions ambiguës. Les autorités françaises ne s'attendent pas à ce que leur territoire métropolitain soit menacé, mais pensent néanmoins que la France pourrait être impliquée dans ce type de conflit. Les documents stratégiques identifient également d'autres menaces, telles que le terrorisme, la guerre hybride (y compris dans les domaines du cyber, de l'espace et de l'information), les démonstrations de force pouvant conduire à une politique du « fait accompli », et le risque de percées militaires technologiques. L'État islamique et Boko Haram sont clairement désignés comme des adversaires. Plus implicitement, la Russie, la Chine et la Turquie - depuis la revue stratégique actualisée - sont mentionnées comme des États révisionnistes. La France considère que des régions clés méritent une attention particulière : le Sahel, l'Afrique subsaharienne, le Proche et le Moyen-Orient, l'Europe de l'Est et du Nord, la mer de Chine du Sud, ainsi que l'espace maritime national³².

Pour faire face à ces menaces, le gouvernement français a décidé d'augmenter le budget de la défense, y compris dans le domaine de la recherche et du développement. Il prévoit notamment acquérir des avions de ravitaillement et de transport stratégique supplémentaires, des patrouilleurs navals de nouvelle génération, des pétroliers ravitailleurs en mer, et a récemment annoncé la mise en service d'un futur porte-avions nucléaire en 2035. La modernisation des forces armées françaises vise à maintenir la capacité de la France à pénétrer dans des environnements difficiles face à des capacités A2AD accrues. En outre, un commandement de cyberdéfense a été créé en 2017. Les documents stratégiques soulignent la nécessité pour la France de s'appuyer sur ses alliés au sein de la communauté transatlantique (à travers l'OTAN, l'Union européenne et l'Initiative européenne d'intervention) et de développer l'autonomie stratégique de l'Europe. Par conséquent, ils insistent également sur la nécessité de renforcer les industries de défense européennes, notamment dans le domaine du cyber et de l'intelligence artificielle.

Enfin, les autorités françaises prévoient de maintenir les deux composantes (aérienne et sous-marine) de la dissuasion nucléaire, de renforcer la réserve militaire et de s'appuyer sur trois capacités de projection de troupes : une force d'intervention (5 000 hommes) en alerte permanente pouvant être déployée en 7 jours jusqu'à 3 000 km; des capacités d'intervention en gestion de crise com-

prenant environ 7 000 hommes pour intervenir simultanément sur trois théâtres d'opérations; une force pouvant être engagée au sein d'une coalition dans le cadre d'une confrontation symétrique et de haute intensité³³. Cette force aurait la taille d'une division (15 000 personnes), soit 1000 véhicules de combat et 80 avions. Elle pourrait être renforcée par d'autres brigades alliées. La France cherche ainsi à préserver son niveau d'ambition global par une planification basée sur les capacités, mais de plus en plus informée des menaces.

Israël

La doctrine des Forces de défense israéliennes (FDI) stipule que le processus de constitution des forces est mené à travers un « scénario concret de combat contre un ennemi subétiatique »³⁴. La planification stratégique d'Israël est issue de ressources limitées dans un environnement caractérisé par des changements incertains et rapides. Après avoir mené huit guerres reconnues, deux intifadas et de multiples autres conflits de faible intensité, Israël a créé ce qui est décrit comme une stratégie militaire hybride combinant des éléments offensifs et défensifs.

Quelques changements sont à signaler dans la stratégie militaire hybride d'Israël³⁵. Le premier changement consiste à mettre davantage l'accent sur la défense civile et les attaques de précision plutôt que sur la dissuasion. Le deuxième est le passage de la protection de l'intégrité territoriale à la défense des frontières, qui était auparavant considérée comme un objectif militaire secondaire. Troisièmement, l'accent est mis sur la « campagne entre les guerres » plutôt que sur les opérations militaires décisives. Cette action permanente réduit la capacité des adversaires potentiels à infliger des dommages lors de l'inévitable « prochaine série de combats », tout en évitant d'atteindre un « objectif politique final spécifique » dans des confrontations totales. Dans ce contexte, nous observons des opérations clandestines, des attaques aériennes et une attention beaucoup plus grande accordée au domaine cybernétique (par exemple, la mise en place d'une division de la cyberdéfense). Le quatrième changement concerne l'accent mis sur le contre-terrorisme plutôt que sur l'élimination du terrorisme, qui se traduit également par une plus grande importance accordée à la « production de renseignements afin de restaurer leurs capacités d'alerte précoce » et par une expansion des définitions des rôles de combat pour inclure la cyberguerre, la défense contre les missiles balistiques et les opérations de recherche et de sauvetage.

La planification basée sur les menaces d'Israël est strictement régionale³⁶. Une menace majeure qui fait l'objet d'une attention croissante est l'Iran et sa capacité nucléaire. Au fil des ans, le système de défense antimissile d'Israël s'est développé en réponse à la menace iranienne de ses missiles à longue portée³⁷. Face à la menace iranienne, Israël a également acquis des capacités offensives qui lui permettront d'améliorer ses « capacités de seconde frappe » (par exemple, des avions de chasse F-35 et des sous-marins de fabrication allemande). Parmi les autres actions offensives menées par Israël figurent des opérations clandestines telles que la cyberguerre, la destruction de chaînes d'approvisionnement et les assassinats.

Le nouveau plan des FDI, « Momentum » ou « Tenufa », vise à remporter des victoires avant que les ennemis ne puissent riposter en investissant dans l'augmentation de la collection de drones de taille moyenne, de missiles guidés de précision et de batteries de défense supplémentaires³⁸. Le chef d'état-major Avi Kohavi est également chargé de créer un groupe de travail, qui réunira les services de renseignement militaire, l'armée de l'air et trois commandements régionaux, et de développer la technologie (Intelligence artificielle (IA) et big data) pour identifier les cibles pour les frappes mi-

litaires. L'accent mis sur l'IA s'est également traduit par le passage d'Israël à la contre-insurrection afin de développer de meilleures capacités de prédiction dans le domaine des menaces terroristes³⁹. Sur le plan défensif, le plan prévoit un investissement dans les systèmes de défense aérienne afin de continuer à protéger les infrastructures clés et les lieux publics contre les missiles.

Italie

L'Italie n'identifie pas clairement les menaces spécifiques à la sécurité du pays. L'Italie évoque plutôt l'incertitude, l'instabilité et l'imprévisibilité de l'environnement international⁴⁰. Ces menaces non définies s'accompagnent d'une définition large des défis futurs pour la défense italienne, tels que l'émergence d'un ordre multipolaire et la concurrence entre grandes puissances, les menaces asymétriques et hybrides, ainsi que la cybersécurité et la sécurité spatiale⁴¹. Conformément à une PBC, les tâches essentielles des Forces armées italiennes, définies de manière générale, consistent à contribuer simultanément à la défense de l'État italien, à la défense collective par le biais de l'OTAN et de l'Union européenne, et à participer aux opérations internationales de stabilité et de paix⁴².

L'objectif de défense de l'Italie est de développer une capacité synergique pour prévenir et gérer les situations d'instabilité et d'incertitude internationales. Elle prévoit une gamme complète de capacités pouvant opérer efficacement à tous les stades d'un conflit tout en restant suffisamment souple pour s'adapter à l'évolution des besoins dans le temps. Toutefois, cette flexibilité ne nécessite pas forcément le développement de la gamme complète des capacités, mais plutôt une combinaison de ce qui peut être généré et soutenu⁴³. Dans ce contexte, l'Italie a développé le concept de « capacité exprimée » pour expliciter sa PBC : lors de la préparation de l'avenir, le système met l'accent non pas tant sur la centralité de systèmes d'armes spécifiques ou sur les niveaux de forces nécessaires pour contrer une menace définie, mais plutôt sur les tâches que les forces armées doivent accomplir et les compétences qu'elles doivent posséder pour être en mesure d'accomplir leurs tâches.

Plus précisément, l'Italie prévoit de développer des capacités dans tous les domaines tout en comblant ses lacunes en se conformant au *Defence Planning Capability Review* de l'OTAN⁴⁴. Le ministère italien de la Défense estime que les futures opérations militaires seront des opérations multi-domaines, en particulier dans un environnement urbain, et souhaite donc développer des unités multi-domaines⁴⁵. En outre, l'Italie veut se concentrer sur l'intégration inter-forces par le biais du commandement et du contrôle intégrés, du renseignement, de la surveillance et de la reconnaissance interarmées, et du renforcement des cybercapacités⁴⁶.

Le concept général de transformation des forces armées italiennes est d'être légères, agiles, flexibles, interopérables, projetables et technologiquement avancées. L'Italie a besoin d'une armée de l'air qui sache combiner l'exécution des tâches traditionnelles, comme la défense de l'espace aérien national, avec la défense contre les nouvelles menaces, mais aussi qui puisse répondre aux nouvelles attentes et aux nouveaux besoins de sécurité du pays qui « découlent du contexte général des relations et des alliances internationales dans lequel il s'insère »⁴⁷. L'objectif principal de l'armée de l'air italienne est de développer des capacités en matière de supériorité en information et de conscience stratégique. Pour la Marine, l'objectif est de développer la faculté de projeter une capacité militaire spécifique à l'étranger, « fondamentale pour l'activité de la flotte dont les engagements sont aujourd'hui distribués dans une zone très vaste, reconnue et identifiée comme la Méditerranée élargie, aujourd'hui, plus encore que par le passé, un continuum géopolitique et géostratégique

ainsi que géoéconomique avec la mer Noire, l’océan Indien, le golfe Arabo-Persique et le golfe de Guinée »⁴⁸.

Enfin, en raison de ses ressources limitées, l’Italie ressent le besoin d’identifier une zone d’intérêt géopolitique qui lui permettra d’optimiser son dispositif de forces. L’Italie cherche à concentrer ses capacités dans la zone méditerranéenne, qui représente une région d’intérêt national vital⁴⁹. Toutefois, l’Italie se heurte à une certaine résistance de la part de la France, qui a une stratégie différente dans la région, et il n’y a pas de consensus au sein de l’OTAN sur l’importance du flanc sud⁵⁰.

Norvège

La PBC reste l’approche dominante de la Norvège en matière de planification de la défense en raison de l’incertitude de l’environnement sécuritaire et de la variété des menaces futures⁵¹. Cependant, la Russie est de plus en plus considérée comme la principale menace, ce qui amène la Norvège à mettre l’accent sur la défense du Grand Nord. La Norvège a adopté une approche basée sur les capacités pour établir sa plus récente planification de défense à long terme en 2020. Le document *Defence of Norway - Capability and Readiness* est une mise à jour du plan de défense à long terme de 2016 et a été élaboré pour guider le développement des forces pour les quatre prochaines années. Le rôle des Forces armées norvégiennes (FAN) repose sur neuf tâches générales, notamment : assurer une dissuasion crédible dans le cadre de la défense collective de l’OTAN, défendre la Norvège et les alliés contre une agression dans un cadre allié, assurer la connaissance de la situation nationale par la surveillance et le renseignement, et participer à la gestion multinationale des crises, y compris les opérations de paix⁵². Les missions de dissuasion, de réassurance et de gestion des crises doivent être assurées pour l’ensemble du spectre des conflits.

On constate des changements notables dans l’évaluation des menaces entre les stratégies de défense de 2016 et de 2020. Les deux documents notent un basculement du pouvoir mondial vers l’Asie, la modernisation des capacités militaires russes, la montée des mouvements nationalistes et les nouvelles technologies militaires comme des menaces majeures. Cependant, la compétition entre grandes puissances est désormais considérée comme beaucoup plus sérieuse, avec un « risque croissant de conflit entre États »⁵³. Les ambitions chinoises ont créé de nouveaux défis pour la Norvège, notamment dans le Grand Nord⁵⁴. La Russie est à nouveau considérée comme une menace pour la sécurité européenne et l’Arctique, ainsi que pour les États-Unis. Les mouvements nationalistes en Europe et aux États-Unis devraient générer des pressions supplémentaires sur le système international. Les nouvelles technologies deviennent simultanément une source de conflit et un avantage stratégique. Enfin, la guerre hybride et les changements climatiques sont formellement identifiés comme des menaces susceptibles de perturber l’armée et la société norvégiennes. En outre, le plan de défense de 2020 ignore les préoccupations antérieures d’autres régions (le Moyen-Orient, l’Afrique du Nord et le Sahel), ce qui suggère que les opérations de paix ne sont plus la priorité principale des FAN.

Le plan de défense souligne la nécessité de maintenir des FAN robustes et capables de s’adapter pour relever les défis actuels et futurs. Il met également en évidence le plan de la Norvège visant à réduire les écarts entre les cibles de capacités et les plans opérationnels de l’OTAN, notamment en termes de guerre électronique, de procédures de ciblage conjointes et d’opérations d’information synchronisées⁵⁵. Les acquisitions prévues comprennent des systèmes A2AD à longue et moyenne portée, des systèmes d’information de commandement et de contrôle pour le domaine terrestre,

des radars de surveillance aérienne, un système naval de lutte contre les mines, la modernisation des frégates de la classe Nansen, ainsi que de nouvelles capacités pour les chars de combat principaux. Par la suite, l'acquisition de nouveaux avions de combat F-35, de sous-marins et d'avions de patrouille maritime est prioritaire⁵⁶.

La planification de la défense norvégienne à long terme est axée sur les régions. La Norvège se considère comme responsable du flanc nord de l'OTAN⁵⁷. L'intérêt croissant du Grand Nord dans le contexte de la compétition entre grandes puissances a des implications importantes pour la sécurité norvégienne. Depuis l'invasion de l'Ukraine en 2014, la Norvège désigne de plus en plus la Russie comme une menace militaire provocatrice et exprime ses inquiétudes quant à ses capacités militaires conventionnelles et nucléaires croissantes et leur modernisation⁵⁸. La crise ukrainienne a notamment conduit la Norvège à augmenter sa capacité de réponse rapide dans le Grand Nord⁵⁹. Les FAN et les principaux alliés de l'OTAN étudient actuellement différentes options stratégiques pour renforcer la dissuasion collective en Norvège⁶⁰.

Suède

La politique de défense actuelle de la Suède est fondée sur le concept de défense totale. La défense totale était la posture de défense en vigueur pendant la guerre froide, lorsque la Suède était l'un des États européens les plus militarisés, en raison de la menace d'agression découlant de sa proximité avec l'URSS⁶¹. Après l'annexion de la Crimée et l'escalade de la cyberingérence et de l'espionnage de la part de la Russie, la Suède a commencé à redynamiser le concept de défense totale.

Le moteur de la planification stratégique de la Suède est la menace, principalement la menace régionale de la Russie. Les éléments clés de la vision suédoise de la défense sont la dissuasion, la disponibilité, la coopération et la crédibilité. Selon leur vision stratégique, les Forces armées suédoises évaluent à la fois les menaces et les capacités, mais commencent par les développements mondiaux, conformément aux décisions politiques du gouvernement. Le modèle repose sur le principe de rendre les attaques contre la Suède coûteuses pour ses adversaires⁶².

La dernière édition du *Strategic Outlook* de la Suède met l'accent sur les scénarios de menace tels que les situations en zone grise, de guerre non linéaire ou hybride et les attaques armées terrestres et maritimes sur le territoire suédois. Ces scénarios impliquent souvent des cyberattaques, des opérations à caractère psychologique, ainsi que des attaques par rayonnement électromagnétique sur les capacités de défense⁶³.

La Suède a réintroduit la conscription en 2017, après seulement sept ans de professionnalisation des forces de défense. La décision de rétablir la conscription en 2017, en réponse aux exercices russes dans les pays baltes, a été prise après une évaluation qui a déterminé que le service volontaire seul ne répondait pas aux besoins de la Suède⁶⁴. En raison de l'escalade des tensions dans les pays baltes et de l'annexion de la Crimée, la Suède a estimé qu'il était nécessaire de maintenir une posture de neutralité relâchée et de réévaluer l'investissement dans la défense et les capacités des Forces armées suédoises. Depuis 2015, l'accent a été mis sur une coopération plus étroite avec la Finlande en tant que priorité stratégique, ainsi que sur une coopération accrue avec l'UE, l'OTAN et tous les partenaires nordiques dans le cadre d'une approche régionale fondée sur la menace⁶⁵.

Le projet de loi Total Defence 2021-2025 a considérablement augmenté les dépenses de défense pour rétablir cinq régiments et une escadre aérienne, et a investi dans une brigade mécanisée

et motorisée, un bataillon amphibie supplémentaire, des renforcements de la cyberdéfense, des munitions et des capacités de renseignement extérieur, de nouveaux sous-marins, des navires de combat de surface, ainsi que des missiles supplémentaires et des capacités de guerre électronique⁶⁶. La taille des Forces armées suédoises devrait passer de 60 000 en 2020 à 90 000 en 2025. Les cybercapacités sont d'une importance particulière pour la Suède, car le gouvernement pense que des ambassades russes ont des espions infiltrés en leur sein, et les cyberattaques de 2016 ont été attribuées à la Russie.

Royaume-Uni

Le Royaume-Uni entreprend actuellement « la réévaluation la plus radicale de [sa] place dans le monde depuis la fin de la guerre froide »⁶⁷. Avec des objectifs ambitieux et une forte augmentation du budget, le Royaume-Uni cherche à se réaffirmer comme une grande puissance, avec les capacités de projection de puissance qu'une telle prétention implique⁶⁸. Si la commission de la Défense de la Chambre des communes a reconnu l'argument en faveur d'une PBM, elle a déclaré que « les évaluations fondées sur la menace utilisées de manière isolée étaient insuffisantes pour prévoir les changements systémiques sismiques (par exemple, l'effondrement de l'Union soviétique) »⁶⁹. Elle conclut que le Royaume-Uni devrait maintenir une PBC en établissant d'abord les priorités de la nation, puis en évaluant les menaces et les risques pour les atteindre, et enfin en déterminant les capacités nécessaires.

Conformément à une PBC, le *National Security Capability Review* de 2018 a estimé que l'environnement sécuritaire international était « plus complexe, plus imbriqué et plus dangereux, le monde étant devenu plus incertain et plus volatile »⁷⁰. Il a identifié six défis pour les intérêts de sécurité britanniques : le terrorisme, les menaces étatiques, l'érosion de l'ordre international fondé sur des règles, les cybermenaces et les développements technologiques plus larges, le crime organisé, ainsi que les maladies et les risques naturels. Parmi ces défis, la compétition entre grandes puissances a gagné en importance. Le commandant du nouveau commandement spatial britannique a récemment justifié l'acquisition de nouvelles capacités de frappe par la menace que représentent la Chine et la Russie⁷¹.

Les Forces armées britanniques devraient maintenir des capacités couvrant l'ensemble du spectre. Dans le contexte de la nouvelle vision du gouvernement pour l'après-Brexit, *Global Britain*, la signification même de ce que signifie « spectre complet » s'élargira pour englober davantage de capacités, tant en termes géographiques que de domaines de forces⁷². Selon le secrétaire permanent du ministère de la Défense, « nous sommes principalement euro-atlantiques, mais il est clair que nous ferons davantage dans l'Asie-Pacifique »⁷³. L'importance croissante de la région indo-pacifique est illustrée par une nouvelle stratégie d'implantation, des accords de défense avec le Japon et l'Inde, et le déploiement du nouveau porte-avions HMS Queen Elizabeth dans la région.

Le ministère de la Défense a publié le *Integrated Operating Concept*, une nouvelle approche visant à intégrer tous les domaines des forces armées du Royaume-Uni, toutes les branches de l'État et toutes les actions entreprises par le Royaume-Uni et ses alliés. L'objectif principal est de dissuader d'éventuels adversaires, mais l'importance accordée aux capacités sous le seuil et à la résilience sociale élargit la portée de la dissuasion. Cela implique une nouvelle posture de force, plus affirmée, plus dynamique et plus déployée vers l'avant. Une partie importante de ce document reste la modernisation des forces armées, qui passent des plates-formes de l'ère industrielle à l'ère des systèmes d'information⁷⁴. En pratique, cela a conduit à des investissements dans les domaines de l'espace et

du cyber, y compris la création d'un commandement de l'espace, ainsi que dans des technologies de pointe telles que l'intelligence artificielle.

La Royal Navy s'efforce de constituer une « flotte équilibrée » par son achat de huit frégates de type 26 et cinq de type 31, ainsi que deux nouveaux porte-avions de classe Queen Elizabeth⁷⁵. Le Royaume-Uni s'est également engagé à acquérir la frégate de nouvelle génération Type 32, et sept sous-marins nucléaires sont également en cours de développement. En ce qui concerne la Royal Air Force, le Royaume-Uni s'est concentré sur l'acquisition d'avions de combat F-35, mais il pourrait réduire de moitié son objectif de 138 appareils et se concentrer sur le développement d'un avion de combat de sixième génération qui serait doté d'un radar à haute vitesse et de technologies d'intelligence artificielle⁷⁶. Malgré une augmentation significative du budget de la défense britannique, le ministère de la Défense risque de réduire les capacités de l'armée⁷⁷.

Considérations pour le Canada

Les alliés canadiens du Groupe des cinq révisent leur politique de défense pour faire face à la menace d'une guerre de haute intensité entre grandes puissances. L'approche PBC adoptée après la fin de la guerre froide reste la méthode dominante de planification des forces, mais elle est de plus en plus basée sur la menace. Cette tendance est visible parmi les alliés de l'OTAN et au-delà, avec des variations entre des niveaux d'ambition globale (France, Royaume-Uni) et une planification des forces axée sur la région (Australie, Israël, Italie, Norvège, Suède). Des variations existent parmi ces derniers, certains évaluant les menaces étatiques immédiates de la Russie (Norvège, Suède), de la Chine (Australie) ou de l'Iran (Israël), tandis que les plans de défense de l'Italie sont les moins préoccupés par des menaces spécifiques.

À partir de ce vaste aperçu, nous recommandons que la planification des forces du Canada, fondée sur les capacités, intègre un large éventail de scénarios fondés sur les menaces, y compris des agressions hybrides et multi-domaines dans la région indo-pacifique, en Europe du Nord et de l'Est, ainsi qu'au Moyen-Orient. Cette tendance à la planification de forces de plus en plus hybrides devrait être entreprise en étroite coordination avec le Groupe des cinq et les alliés de l'OTAN. Les ressources limitées du Canada l'obligent à chercher à participer à des opérations alliées en cas de conflit armé dans ces régions. À ce titre, des capacités de niche de grande valeur intégrées dans un cadre à l'échelle des alliances devraient être envisagées.

En ce qui concerne la périphérie immédiate du Canada, c'est-à-dire l'Arctique, le Canada devrait envisager de suivre la voie tracée par l'Australie vers une plus grande autonomie, la dissuasion et des capacités de résilience. La grande stratégie à trois théâtres des États-Unis avec une planification de la force pour une seule guerre suggère que le Canada devrait donner la priorité à la défense de la périphérie immédiate du pays, évidemment en étroite collaboration avec les États-Unis. Là encore, un large éventail de scénarios fondés sur les menaces devrait être examiné à cet égard, notamment les agressions étatiques pan-domaines de haute intensité, les attaques hybrides et le soutien de faible intensité aux autorités civiles.

Enfin, le Canada devrait être conscient du fait que le maintien de capacités multi-domaines et multi-usages peut être d'un coût prohibitif et difficile à vendre à un public national en l'absence de menaces claires et présentes pour la sécurité nationale. À ce titre, nous recommandons que des efforts soient consacrés à l'établissement de priorités entre les régions et à la coordination de la planification des forces avec les principaux alliés.

Notes de bas de page

1. Paul K. Davis, “Defense Planning when Major Changes are Needed,” *Defence Studies* 18:3 (2018): 375.
2. Bojan Zrnić, “The New Trends in Defence Planning and Their Impact on the Defence Planning Systems in Transitional Countries,” *Vojno delo* 60:1 (2008): 27.
3. Aaron C. Taliaferro et al., *Defense Governance and Management: Improving the Defense Management Capabilities of Foreign Defense Institutions. A Guide to Capability-Based Planning* (Institute for Defense Analyses, February 2019): 3.
4. R. S. Hébert, “Capability Based Planning, Is It Still Viable?,” *JCSP 43, Exercise Solo Flight* (Canadian Forces College, 2017): 6.
5. Paul K. Davis, *Analysis to Inform Defense Planning Despite Austerity* (RAND Corporation, 2014): 123.
6. Paul K. Davis, *Analytic Architecture for Capabilities-Based Planning, Mission-System Analysis, and Transformation* (RAND Corporation, 2002): 8.
7. Research and Technology Organisation (RTO), *Handbook in Long Term Defense Planning* (NATO, April 2003): 4.
8. The Technical Cooperation Program (TTCP), *Guide to Capability-Based Planning* (Joint Systems and Analysis Group, Technical Panel 3, 2004): 2.
9. RTO, *Handbook in Long Term Defense Planning*, 4.
10. John F. Troxell, “Sizing the Force for the 21st Century,” in Steven Metz (ed.), *Revising the Two MTW Force Shaping Paradigm* (Strategic Studies Institute, U.S. Army War College, 2001): 9-10.
11. Davis, *Analysis to Inform Defense Planning*, 109.
12. Eric V. Larson, *Force Planning Scenarios, 1945-2016: Their Origins and Use in Defense Strategic Planning* (RAND Corporation, 2019): xiv-xvi.
13. Davis, *Analysis to Inform Defense Planning*, 112.
14. Larson, *Force Planning Scenarios*, xvii.
15. See Ben Taylor, *Analysis Support to Strategic Planning* (TTCP Technical report, TR-JSA-2-2013).
16. Larson, *Force Planning Scenarios*, xviii.
17. Larson, *Force Planning Scenarios*, xix.
18. White House, *National Security Strategy of the United States of America* (December 2017): 25.
19. U.S. Department of Defense, *National Defense Strategy* (2018): 6.
20. Hal Brands & Evan Braden Montgomery, “One War Is Not Enough: Strategy and Force Planning for Great-Power Competition,” *Texas National Security Review* 3:2 (2020): 82.
21. NATO, *Framework for Future Alliance Operations* (2018): https://www.act.nato.int/images/stories/media/doclibrary/180514_ffao18.pdf
22. Jordan Becker & Robert Bell, “Defense Planning in the Fog of Peace: The Transatlantic Currency Conversion Conundrum,” *European Security* 29:2 (2020): 141.
23. Commonwealth of Australia, *2020 Defence Strategic Update* (Australian Dept. of Defence, 2020); Commonwealth of Australia, *2020 Force Structure Plan* (Australian Dept. of Defence, 2020); Commonwealth of Australia, *2016 Defence White Paper* (Australian Dept. of Defence, 2016).
24. Australia, *2020 Defence Strategic Update* (Australian Dept. of Defence, 2020): 11.
25. Australia, *2016 Defence White Paper* (Australian Dept. of Defence, 2016): 71.
26. Australia, *2020 Defence Strategic Update* (Australian Dept. of Defence, 2020): 21.
27. Hugh White, “Morrison’s Defence Fantasy,” *Australian Foreign Affairs* (8 July 2020): <https://www.australianforeignaffairs.com/afaweekly/morrison-defence-fantasy>
28. Australia, *2020 Force Structure Plan* (Australian Department of Defence, 2020): 17-19.
29. Australia, Australia collaborates with the US to develop and test high speed long-range hypersonic weapons (Australian Department of Defence, 1 December 2020): <https://www.minister.defence.gov.au/minister/lreynolds/media-releases/australia-collaborates-us-develop-and-test-high-speed-long-range>
30. Australia, *Australia’s Cyber Security Strategy 2020* (Australian Dept. of Home Affairs, 2020).
31. Comité de la Revue stratégique, *Revue stratégique de défense et de sécurité nationale* (Paris : Dicod, 2017);

- Ministère des Armées, *Actualisation stratégique 2021* (Ministère des Armées, 2021).
32. Laurent Lagneau, « Un coup de force contre un territoire français d’outre-Mer n’est plus exclu par la Marine nationale » *Opex360* (2 February 2021) : www.opex360.com/2021/02/02/un-coup-de-force-contre-un-territoire-francais-doutre-mer-nest-plus-exclu-par-la-marine-nationale/
33. France, *Loi de programmation militaire 2019-2025* (Journal officiel de la République française, 13 July 2018).
34. LGen Gadi Eizenkot, *Deterring Terror: How Israel Confronts the Next Generation of Threats; English Translation of the Official Strategy of the Israel Defense Forces* (Belfer Center for Science and International Affairs, 2016): 37.
35. Oren Barak, Amit Sheniak, and Assaf Shapira, “The shift to defence in Israel’s hybrid military strategy,” *Journal of Strategic Studies* (June 2020): 1-33.
36. Eizenkot, *Deterring Terrorism*, 4.
37. Barak, Sheniak, Shapira, “The shift,” 13-14.
38. Judah Ari Gross, “IDF unveils ‘Momentum Plan’ to make it deadlier and faster, if it can pay for it,” *Times of Israel* (24 October 2019): <https://www.timesofisrael.com/idf-unveils-momentum-plan-to-make-it-deadlier-and-faster-if-it-can-pay-for-it/>
39. Barak, Sheniak, Shapira, “The shift,” 20.
40. Italia, Documento programmatico pluriennale per la difesa per il triennio 2018-2020 (Ministero della Difesa, 2018): 2; Italia, Documento programmatico pluriennale per la difesa per il triennio 2020-2022 (Ministero della Difesa, 2020): iv; Esercito, *Future Operating Environment Post 2035 – Implications for Land Forces* (Italian Army Headquarters, 2019): 9.
41. Italia, “Documento programmatico pluriennale per la difesa per il triennio 2018-2020,” 3-4; “Audizione del Ministro della difesa sulle linee programmatiche del suo Dicastero presso le Commissioni Difesa congiunte della Camera dei Deputati e del Senato della Repubblica,” (Ministero delle Difesa, 30 October 2019): 5; Esercito, *Future Operating Environment Post 2035*, 9.
42. Italy, *White Paper for International Security and Defence* (Italian Ministry of Defence, 2015): 52.
43. Italy, *White Paper for International Security and Defence*, 61.
44. Italia, “Documento programmatico pluriennale per la difesa per il triennio 2020-2022,” 31-34.
45. Esercito Italiano, *Operating Today for Defence and Security: Preparing Together for the Challenges of Tomorrow* (2019): 17.
46. Italia, “Documento programmatico pluriennale per la difesa per il triennio 2020-2022,” 35-36.
47. Aeronautica Militare, “Verso il Futuro,” Ministero delle Difesa : <http://www.aeronautica.difesa.it/missione/versofuturo/Pagine/AeronauticaMilitareefuturo.aspx#>
48. Marina Militare, “Pubblicato il numero di novembre del Notiziario della Marina,” Ministero della Difesa, 24 December 2020: https://www.marina.difesa.it/media-cultura/Notiziario-online/Pagine/20201224_publicato_notiziario_novembre.aspx
49. Italy, *White Paper for International Security and Defence*, 38-39 and 62.
50. Alexander R. Vershbow and Lauren M. Speranza, “More in the Med: How NATO Can Refocus its Efforts in the South and Italy Can Lead the Charge,” *Atlantic Council* (October 2019).
51. Dagfinn F. Vatne et al., *Norwegian Long-Term Defence Analysis – A Scenario- and Capability-Based Approach* (Norwegian Defence Research Establishment, 21 October 2020): 22.
52. Norway, *The Defence of Norway: Capability and Readiness – Long Term Defence Plan 2020* (Norwegian Ministry of Defence, 2020): 4.
53. Norway, *The Defence of Norway*, 9.
54. Frank Bakke-Jensen, “Norway’s defense minister: We must ensure strategic stability in the High North,” *DefenceNews.com*, 11 January 2021.
55. Norway, *The Defence of Norway*, 12.
56. Norway, *Future Acquisitions for the Norwegian Defence Sector 2019–2026* (Norwegian Ministry of Defence, March 2019): 7.

57. Norway, *The Defence of Norway*, 22.
58. Norway, *Capable and Sustainable – Long Term Defence Plan 2016* (Norwegian Ministry of Defence, 2016): 8; Norway, *Unified Effort: Report from the Expert Commission on Norwegian Security and Defence* (Norwegian Ministry of Defence (2015): 23.
59. Julie Wilhelmsen and Kristian Lundby Gjerder, “Norway and Russia in the Arctic: New Cold War Contamination?,” *Arctic Review on Law and Politics* 9 (2018): 399.
60. James Black et al., *Enhancing Deterrence and Defence on NATO’s Northern Flank – Allied Perspectives on Strategic Options for Norway* (RAND Corporation Europe, 2020).
61. James Kenneth Wither, “Back to the future? Nordic total defence concepts,” *Defence Studies* 20:1 (2020): 61-81.
62. Nima Khorrami, “Small and Non-Aligned: Sweden’s Strategic Posture in the Arctic (Part II),” *The Arctic Institute* (4 September 2020): <https://www.thearcticinstitute.org/small-non-aligned-sweden-strategic-posture-arctic-part-ii/>
63. Niklas H. Rossbach et al., *Strategic Outlook 8. Sweden’s Total Defence – Challenges and Opportunities* (Swedish Defence Research Agency, 2019).
64. Tommy P. Christensen, “If Peace Is under Threat: Sweden’s Defence Policy,” *European Security and Defence* (9 May 2019): <https://euro-sd.com/2019/05/articles/13190/if-peace-is-under-threat-swedens-defence-policy/>
65. Maren Garberg Bredesen, *The Shifting Boundaries of Nordic Defence Cooperation* (Norwegian Institute of International Affairs, 2020).
66. Ministry of Defence, “Substantial investment in total defence,” Government Offices of Sweden (16 October 2020): <https://www.government.se/press-releases/2020/10/substantial-investment-in-total-defence/>
67. Her Majesty Queen Elizabeth II, “Queen’s Speech December 2019,” GOV.UK: <https://www.gov.uk/government/speeches/queens-speech-december-2019>
68. Maxandre Fortier, “Rethinking Canada’s Defence Strategy: What Lessons Can We Learn From the UK and Australia?,” *Policy Brief 7* (Network for Strategic Analysis, 19 January 2021): <https://ras-nsa.ca/publication/rethinking-canadas-defence-strategy-what-lessons-can-we-learn-from-the-uk-and-australia/>
69. House of Commons Defence Committee, “In Search of Strategy - The 2020 Integrated Review,” (House of Commons, 13 October 2020): 79.
70. United Kingdom, *National Security Capability Review* (Cabinet Office, March 2018): 5.
71. Rachael Bunyan, “Britain’s new space force ‘could deploy RAF Typhoon fighter jets to the “edge of space” to destroy Russian and Chinese military satellites’,” *Daily Mail* (21 February 2021): <https://www.dailymail.co.uk/news/article-9283509/Britains-new-space-force-send-RAF-jets-edge-space-destroy-military-satellites.html>
72. Tim Robinson, “Global Britain,” *Debate Pack CDP 002* (House of Commons Library, 6 January 2021).
73. House of Commons Defence Committee, “Oral evidence: MoD Annual Report and Accounts 2019-20, HC 1051,” (UK Parliament, 8 December 2020).
74. Ministry of Defence, *Mobilising, Modernising & Transforming Defence. A report on the Modernising Defence Programme* (U.K. Ministry of Defence, 2018).
75. Nick Childs, “Naval fleets: redefining the right balance,” *Military Balance Blog* (International Institute for Strategic Studies, 10 January 2020): <https://www.iiss.org/blogs/military-balance/2020/01/na-val-fleets-redefining-right-balance>
76. Lucy Fisher, “Britain May Halve Fighter Jet Purchases,” *The Times* (26 August 2020): <https://www.thetimes.co.uk/article/britain-may-halve-fighter-jet-purchases-nk2hfns8c>
77. Jonathan Beale, “Does size matter for Britain’s shrinking Army?,” *BBC News* (24 February 2021): <https://www.bbc.com/news/uk-56007073>

